47e ANNÉE. — N° 16.469

DIRECTION & ADMINISTRATION: 8, rue de Cheverus, BORDEAUX

AGENCE A PARIS: 8, boulevard des Capucines.

LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux et à la Société Européenne à Paris.

ABONNEMENTS — 3 mois — 6 mois — 1 an
Gironde et limitrophes — 6 » — 11 f. — 22 f.
France et Colonies... — 6 50 — 12 f. — 24 f.
Etranger..... — 9 » — 18 f. — 36 f.

La Petite Gironde

LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE

SAMEDI 4 AOUT 1917
SAINT DOMINIQUE
SOLEIL : lever 5 h. 52 ; couch. 8 h. 24
LUNE : D. Q. le 9 ; nouv. le 17

La Défense sacrée

Le nouvel assaut livré au gouvernement par les socialistes sur « les buts de guerre » s'est terminé par un nouveau vote de confiance : il n'en pouvait être autrement. Mais les socialistes ne paraissent pas se douter que si la majorité est lasse d'entendre ressasser des théories sans substance, sans actualité, l'opinion les considère comme de simples provocations dont elle fait sévèrement justice.

La prétention du parti socialiste d'imposer des idées que le pays répudie, qui blessent ses sentiments intimes, devient outrageante. Rien n'autorise les socialistes à parler si haut et si longtemps de leur conception idéale de la paix. Elle est contraire au droit comme au vœu public.

Les esprits justes sur lesquels l'équivoque, l'utopie et la logomachie n'ont pas de prise, ne parviennent pas à comprendre de quel droit une fraction de parlementaires fait perdre au Parlement un temps précieux pour remettre vingt fois sur le tapis des discussions qui ont été closes par des votes d'une clarté aveuglante, et auxquelles « des reprises » ne sauraient rien ajouter. Est-ce bien l'heure de venir ergoter sur la nature des garanties que prendraient les alliés vainqueurs contre les agressions futures ?

Les socialistes ont ici des préoccupations de parti, des défiances et des scrupules qui demeurent tout à fait étrangers à la masse du pays, éprise de réalités. Les invitations à la valse pacifique ne lui paraissent pas de saison. Le bal de la Société des nations n'est pas encore ouvert.

C'est ce que M. Ribot a traduit nettement, une fois de plus, avec une fermeté d'accent et une vigueur d'expression qui marquent le terrain où nous nous séparons des socialistes. Sur la question des conditions de paix, on a abusé des discussions qui « énervent la guerre. » Nous avons mieux à faire que d'édifier des hypothèses et de dessiner des rêves. Nous avons à poursuivre la victoire avec toutes les puissances de notre volonté.

Tout ce qui nous détourne du but, tout ce qui le voile, ne fût-ce qu'un instant, tout ce qui paralyse notre effort commun en le divisant, est une atteinte, non pas seulement à l'Union sacrée, mais à la Défense sacrée. Nous sommes sur le sentier de la guerre. La marche à l'Etoile, au triomphe, est assez rude pour qu'on ne nous égare pas dans les chemins de traverse, par des palabres amollissantes et de vains mirages.

Armé de la confiance de la Chambre, qui va entrer en vacances, M. Ribot a de quoi meubler ses loisirs parlementaires. La tâche est lourde. Allégé du souci des interpellations quotidiennes, le président du conseil voudra prendre « dans son entière liberté » les décisions relatives à la marine, dont il parlait récemment. Les nouveaux ministres de la marine et du blocus sauront remédier à ce défaut d'adaptation aux conditions nouvelles de la guerre navale qu'il a bien fallu s'accorder à reconnaître. Et d'un seul cœur, du même rythme, le ministère se remettra au travail — pour la paix française, celle qu'on impose, et non celle qu'on propose.

P. B.

LES DÉMISSIONS
du Ministre de la Marine et de M. Denys Cochin

Les Causes de la Démission

Paris, 3 août. — Il se confirme que la décision du ministre de la marine lui a été dictée par ce fait que, vendredi, devait venir en discussion devant la Chambre une motion par laquelle la commission de la marine de guerre que préside M. Charles Chaumet, député de la Gironde, demandait que des pouvoirs d'enquête lui fussent conférés. L'accord était fait entre le gouvernement et la commission pour limiter ces pouvoirs d'enquête à des faits déterminés. L'amiral Lacaze, en prévision de ce débat, avait eu, dans le courant de la matinée, une longue entrevue avec le président du conseil. A la suite de cette entrevue, l'amiral Lacaze a cru devoir démissionner. Sa démission a été acceptée.

Le Départ de M. Denys Cochin

Elle a été suivie d'une autre démission, celle de M. Denys Cochin, sous-secrétaire d'Etat au blocus. Celui-ci estime que le département des affaires étrangères américain ayant pris la direction générale du blocus international, il n'avait plus grand'chose à faire au quai d'Orsay.

Le député de la Seine a déclaré aussi qu'il considère que la vive amitié qui le lie à l'amiral Lacaze lui fait un devoir de suivre le ministre de la marine dans sa retraite.

Ajoutons que M. Denis Cochin a été très affecté par la mort de ses deux fils et de son gendre, tués à l'ennemi.

M. PAINLEVÉ,
Ministre intérimaire de la Marine

Le Cas de M. Albert Thomas

Paris, 3 août. — Les ministres réunis ce matin à l'Elysée, sous la présidence de M. Poincaré, se sont entretenus de la situation militaire et diplomatique. Le président du conseil a soumis à la signature du Président de la République un décret aux termes duquel M. Painlevé, ministre de la guerre, est chargé de l'intérim du ministère de la marine.

M. Albert Thomas, ministre de l'armement, qui était présent à la première partie de la séance du conseil, s'est retiré avant la fin de la délibération pour aller assister, à la Chambre, à la réunion du groupe socialiste unifié dont il fait partie.

M. ALBERT THOMAS COMPARAIT DEVANT SON GROUPE

Paris, 3 août. — Le groupe socialiste unifié s'est réuni ce matin à la Chambre pour examiner la situation créée par le vote d'hier, et, notamment, en ce qui concerne la question de savoir s'il y a lieu d'autoriser M. Albert Thomas à continuer sa collaboration avec le gouvernement. M. Albert Thomas assistait à la délibération.

De nombreux membres du groupe ont pris part à la discussion qui s'est engagée, et dont la suite a été renvoyée à cette après-midi. Il se dégage de la première impression recueillie qu'il y aurait une majorité en faveur du maintien de M. Albert Thomas au ministère.

Ajoutons de nouvelles adhésions au Manifeste des trois protestataires qui refusent qu'on aille à Stockholm si la question des responsabilités de la guerre n'est pas posée.

L'Enquête sur les Opérations navales

Paris, 3 août. — La commission de la marine de guerre s'est réunie ce matin sous la présidence de M. Chaumet, et a décidé de limiter l'enquête pour laquelle elle doit demander des pouvoirs à la Chambre aux opérations navales du mois d'août 1914 et aux événements de Grèce.

La commission doit se réunir à nouveau cette après-midi pour décider à quel moment elle saisira la Chambre de sa demande.

Le Vote de Confiance

Paris, 2 août. — Après rectification, le nombre des votants à la Chambre à la séance de jeudi est de 424.

61 députés ont voté contre, parmi lesquels nous trouvons les noms de MM. Camelle, Labroue, députés de la Gironde. Tous les autres députés de ce département ont voté pour.

Terrible Erreur judiciaire

Paris, 3 août. — Pour abandon de poste devant l'ennemi, le canonnier Eugène Bouret, du 48e régiment d'artillerie, était, le 16 septembre 1914, condamné à la peine de mort. L'exécution suivit de près la condamnation.

La famille du soldat fusillé apprit que le canonnier ne jouissait pas, au moment de l'abandon de poste qui avait motivé le jugement du 16 septembre 1914, de ses facultés intellectuelles. En effet, Eugène Bouret avait reçu à la tête un éclat d'obus, déterminant une commotion cérébrale qui l'avait rendu fou. Sur ordre du garde des sceaux, la chambre criminelle de la cour suprême était saisie hier du procès en révision Bouret.

Dans son arrêt, la cour suprême, prenant en considération qu'Eugène Bouret, qui au moment où il avait commis l'abandon de poste se trouvait en état de démence, avait été condamné sans qu'aucune instruction préalable ait eu lieu, et après un interrogatoire qu'il avait refusé de signer, a cassé et annulé le jugement du 16 décembre 1914. Ainsi a-t-elle déchargé la mémoire du canonnier de la condamnation prononcée.

La Bataille des Flandres

L'Echec des Contre-Attaques allemandes fut sanglant

Front britannique, 3 août. — Le temps d'automne que nous avons depuis quelques jours continue. Néanmoins, on s'est battu dur au cours des dernières vingt-quatre heures.

Les Allemands sont manifestement troublés par l'avance que les Britanniques ont réalisée le long de la crête de Pilken. Ils ont exécuté plusieurs contre-attaques désespérées. L'ennemi, cela est évident, lance ses meilleures troupes dans la bataille pour essayer de rétablir sa situation à son profit. Les pertes qu'il a subies doivent être colossales.

La supériorité en artillerie des Anglais leur permet de maintenir un continuel barrage à l'arrière des nouvelles positions allemandes, de sorte que l'adversaire ne peut envoyer de renforts ni de troupes fraîches en vue d'une contre-attaque sans passer sous le feu de nos alliés.

Importantes Pertes allemandes

Front français de Flandre, 3 août. — Notre attaque du 31 juillet sur le front de Flandre a été favorisée par une préparation d'artillerie d'une rare perfection. Les organisations ennemies ont été à ce point détruites que nos fantassins ont pu aborder la troisième ligne allemande avec des pertes infimes. Un régiment accusait à ce moment 2 tués et 11 blessés.

Par contre, les pertes allemandes ont été énormes. Un commandant de compagnie d'un régiment saxon, qui a été fait prisonnier avec 9 hommes, seuls survivants de sa compagnie, laquelle, avant l'attaque, comptait de 90 à 100 fusils, a déclaré que toute communication avec l'arrière lui était interdite par notre bombardement.

Pendant les trois jours qu'il est resté en ligne, il ne put communiquer que deux fois avec son chef de bataillon. Durant ces trois jours, les hommes ne purent recevoir de ravitaillement d'aucune sorte, ni en vivres, ni en munitions; leur état d'épuisement était indicible.

D'autre part, nos soldats déclarent n'avoir jamais vu un tel amoncellement de cadavres.

La Tactique allemande

Bâle, 3 août. — La « Gazette de Francfort » écrit à propos de l'offensive dans les Flandres :

« On voit de nouveau la tactique allemande à l'œuvre. Nous ne nous laissons plus atteindre dans des positions fixes par l'ennemi plus fort; nous nous reculons d'une façon élastique, puis nous rebondissons de nouveau en avant avec des forces fraîches avant que l'ennemi ait pu consolider ses positions. »

Le Roi de Wurtemberg demande la Victoire par les Armes

Zurich, 3 août. — Le roi de Wurtemberg a adressé à ses troupes un ordre du jour dithyrambique, où il n'est pas question de paix de conciliation, mais de victoire allemande et dont voici la conclusion :

« Puisse le jour n'être plus éloigné où vous obtiendrez par les armes la paix qui doit assurer à votre patrie une nouvelle prospérité, une nouvelle grandeur. Jusque-là, résistez et, si vous résistez comme vous l'avez fait pendant les trois dernières années, alors l'ennemi, aussi fort soit-il, ne pourra pas vous arracher la victoire. Nous avons pleinement confiance que l'issue de la bataille des Flandres ne sera pas autre que celle des précédentes, nous sommes tous certains que la muraille d'hommes et d'acier qui a protégé notre pays pendant trois ans ne sera pas rompue au cours de la quatrième année et qu'elle restera inébranlable jusqu'au jour où nous aurons obtenu la paix et la liberté pour l'Allemagne. »

Les Officiers américains suivirent les Opérations en Flandre

Paris, 3 août. — Un groupe important d'officiers d'état-major américain est attendu à l'état-major général à Paris, du front de Flandres, où, depuis quelque temps, ils assistaient aux opérations des divers services préparant l'offensive franco-britannique.

Ces officiers appartiennent aux services des renseignements de la stratégie et de l'artillerie. Ils étaient distribués, sur tout le front, dans les secteurs de leurs spécialités : les artilleurs aux batteries, les fantassins à l'infanterie, etc. Ils ont été admis à interroger les prisonniers après la bataille.

LES DÉPENSES
de Guerre de l'Allemagne et des Alliés

Londres, 3 août. — A la Chambre des communes, M. Bonar Law a déclaré que, d'après des documents officiels, les dépenses de l'Allemagne, de février à mai dernier, s'étaient élevées à 3 milliards 750 millions par mois, soit 125 millions par jour. Les dépenses mensuelles pour la première moitié de 1916 étaient de 2 milliards 500 millions. Ces chiffres ne comprennent pas les dépenses des services civils de l'Allemagne, ni les prêts à ses alliés.

Les dépenses totales de la France pour tous objets atteignent 111 millions 725,000 fr. par jour. Les dépenses britanniques pour les 112 jours écoulés de l'année financière actuelle s'élèvent à 169 millions 875,000 fr. par jour.

En Allemagne

Michaelis parle encore de la Paix

Zurich, 3 août. — On télégraphie de Berlin que le docteur Michaelis, dans une interview, a insisté sur la récente crise allemande pour en diminuer l'importance au point de vue de sa répercussion extérieure :

« Les luttes de notre politique intérieure ont été conduites avec une nervosité derrière laquelle nos ennemis et les neutres ont vu seulement un signe de faiblesse.

» Il en est de même de notre désir de paix, et pourtant ce désir est le même chez tous les hommes et chez tous les peuples cultivés; mais chez nous, il a été exprimé de telle façon, que nos ennemis et les neutres ont voulu en tirer une déduction symptomatique de notre faiblesse.

» Tout cela ne nous rapproche pas de la paix. Nous continuerons à essayer de faire la paix, mais nous ne retomberons plus dans nos anciennes fautes; nous devons et nous saurons adapter notre politique aux événements. Il faut maintenant, en évitant toute nervosité, je le répète, persuader nos ennemis que notre force n'a pas diminué pour qu'ils perdent l'idée de spéculer sur notre soi-disant faiblesse. »

Le Typhus de la Faim

Londres, 3 août. — Le typhus de la faim continue ses ravages; dans plusieurs villes allemandes, le nombre des cas est très grand.

Grand Conseil de Guerre allemand à Bruxelles

Amsterdam, 3 août. — Le kaiser a réuni hier, à Bruxelles, un conseil de guerre auquels ont pris part le maréchal Hindenburg, Ludendorff, le kronprinz, le prince Rupprecht de Bavière, le prince Albrecht, l'amiral von Capelle et quelques autres personnalités.

Allemagne et Hollande

Amsterdam, 2 août. — Selon un télégramme de Berlin, l'Allemagne consent à toutes les réparations nécessaires pour la détention illicite du vapeur hollandais « Koenig-Emma ».

La Conférence de Stockholm

La Réponse des Socialistes au Questionnaire

Paris, 3 août. — La commission administrative du parti socialiste, réunie hier soir, a définitivement approuvé la réponse qui a été longuement délibérée et qui est relative au questionnaire de Stockholm. Le parti socialiste français avait confié ce soin à une commission spéciale composée des membres de la commission administrative permanente et d'un certain nombre de personnalités du parti. La commission s'est prononcée sur la partie relative aux responsabilités de la guerre.

L'élaboration de la réponse avait été confiée à MM. Renaudel et Edgard Milhaud, majoritaires; Longuet et Mistral, minoritaires.

Tous quatre se sont mis d'accord sur un texte rédigé par M. Pierre Renaudel et concluant nettement à la responsabilité des gouvernements des empires centraux.

Dans sa séance d'hier, la commission a ratifié ce texte, qui constituera la réponse même des socialistes français au Comité hollando-scandinave. La décision a été prise à la presque unanimité des membres présents, les kienthaliens s'y étant seuls opposés par l'organe de M. Verfeuil.

La réponse ainsi adoptée établit deux sortes de responsabilités dans la guerre : les responsabilités générales et les responsabilités immédiates. Dans la première catégorie, elle fait entrer :

1. L'existence en Europe d'un certain nombre de nationalités opprimées;
2. Le développement des effets du capitalisme.

« Le partage de la Pologne, continue la réponse; l'annexion des provinces danoises, puis de l'Alsace-Lorraine; l'oppression des nationalités tchéco-slaves et yougo-slaves sous le sceptre des Habsbourg; les ambitions de la Russie tsariste, la domination turque sur les populations des Balkans, sont les faits européens les plus saillants qui rendaient instable l'équilibre. »

Quant aux responsabilités immédiates de la guerre, les socialistes français les imputent aux empires centraux.

Satisfaction du Comité

Stockholm, 3 août. — Le comité organisateur de la Conférence internationale de Stockholm a répondu comme suit à un télégramme de Paris :

« Le comité organisateur, témoignant sa reconnaissance pour l'adhésion donnée à la Conférence, exprime le désir très pressant de voir les Anglais et les Français accepter comme date définitive de la Conférence générale le 3 septembre.

» Cette date s'impose parce que certains délégués seront retenus par des travaux parlementaires importants à partir du 15 septembre, et parce qu'il sera fort difficile de liquider les travaux de la Conférence en moins de deux semaines. »

Les Délégués du Soviet ont quitté Paris

Paris, 2 août. — Les chargés d'affaires de la Révolution russe, ainsi que l'un d'eux s'est qualifié, ont quitté Paris ce matin pour aller rendre visite aux troupes russes cantonnées en France. Ils ont été salués à leur départ de l'hôtel Continental par quelques amis du parti socialiste français et par un groupe de levis cantonniers.

Après leur visite aux soldats russe, ils partiront ce soir même pour l'Italie, où ils séjourneront une huitaine de jours. Vers le 10 août, ils seront à nouveau nos hôtes, et ils repartiront ensuite pour Londres.

Une Déclaration de M. Roussanoff

Avant de quitter Paris M. Roussanoff a déclaré, au nom de ses camarades, qu'ils sont hostiles à la paix séparée et partisans, au contraire, de la lutte jusqu'à la victoire. Mais ils professent une foi ardente dans l'Internationale, seule capable à leurs yeux de fixer les bases de la paix qu'ils escomptent, et ils attendent de ses vertus la fin du conflit mondial, qui leur permettra de réaliser leur idéal, de même qu'ils comptent sur la Conférence de Stockholm pour dessiller les yeux des Scheidemann, des Sudekum et autres socialistes impérialistes et majoritaires allemands.

Le Cas Henderson devant la Chambre des Communes

Londres, 2 août. — La position de M. Henderson fait de nouveau l'objet de la discussion. Plusieurs députés s'opposent à la délivrance de passeports aux délégués anglais pour aller assister à la Conférence de Stockholm ou de Christiania, avant que les conditions de la sous-commission de Paris, qui a décidé que les socialistes alliés assisteraient à une telle conférence soient publiées par le gouvernement anglais.

M. Bonar Law dit : Deux choses ressortent clairement du débat d'hier, soit :

1° Aucun membre du gouvernement n'assistera à la Conférence de la paix.

2° Que ce n'est pas l'affaire du gouvernement, mais du « labour party », d'approuver ou de désapprouver la Conférence.

Personnellement, il espère que le parti ouvrier ne l'approuvera pas.

Le député Lowe dit : Devons-nous comprendre que M. Henderson ne partira pas ?

M. Bonar Law : Le premier ministre a déclaré clairement qu'aucun membre du gouvernement n'assistera à la Conférence.

M. Torrel : Accordera-t-on des passeports à M. Mac Donald ?

M. Bonar Law : Je crois que le premier ministre a déclaré hier qu'il n'est pas encore décidé si le gouvernement permettra ou non à une personne quelconque d'assister à la Conférence, et certainement une telle permission ne sera accordée qu'après un examen des plus soigneux et peut-être même pas du tout.

L'ALLEMAGNE refuse aux Socialistes polonais leurs Passeports pour Stockholm

Stockholm, 3 août. — M. Ignacy Daszymski, délégué du parti socialiste de Galicie et de Silésie, a déclaré que les délégués du parti socialiste polonais à Varsovie ne pouvaient pas partir pour Stockholm, les autorités allemandes de Pologne leur refusant leurs passeports.

En Grèce

LA CHAMBRE GRECQUE A REPRIS SES SEANCES

Athènes, 3 août — La Chambre a repris hier le cours de ses séances. Elle a procédé aussitôt à l'élection de son bureau. M. Sofoulis, candidat du gouvernement, député de Samos, a été élu président par 180 voix contre 14.

M. Sofoulis, en prenant possession de son siège, a prononcé un vibrant discours, dans lequel il a exposé la légalité de la convocation de la Chambre. Il a terminé par des paroles chaleureuses à l'adresse des alliés. La Chambre a vivement applaudi et a fait une frénétique ovation à M. Venizelos.

Trois-Mâts coulé par Accident

Saint-Malo, 2 août. — Un vapeur inconnu a abordé et coulé dans la nuit, sur le banc de Terre-Neuve, le trois-mâts terre-neuvien « Cygne », de Saint-Malo. L'équipage est sauvé.

A Travers la Presse

LE GOUVERNEMENT, LE VOTE DE LA CHAMBRE ET LES SOCIALISTES

Paris, 3 août. — M. Renaudel n'accepte pas sa défaite de la Chambre. Et dans l'*Humanité*, il dirige une contre-attaque sur M. Ribot. Le député socialiste reconnaît que le président du conseil « a reconquis une majorité qui lui échappait », mais « sans pour cela gagner en autorité ». M. Renaudel ajoute :

M. Ribot a ainsi groupé sur notre dos une majorité artificielle.

M. Gustave Hervé (la *Victoire*) constate que le parti socialiste français « barbote lamentablement ». Il en a donné le spectacle une fois de plus hier. Quelques-uns de ses élus se sont ressaisis cependant. Quoi qu'il en soit :

Bonne journée en somme, puisque, par une majorité écrasante, la Chambre nous a appris qu'elle ne laisserait pas au pouvoir cinq minutes le gouvernement, quel qu'il soit, qui serait assez faible et assez fou pour autoriser le scandaleux et répugnant voyage à Stockholm.

Le leader radical-socialiste Albert Milhaud écrit dans le *Rappel* :

M. Ribot a retrouvé la majorité qui devait répondre à son appel et qui y a répondu largement; il est regrettable, sans doute, qu'une fraction de l'opinion démocratique ne veuille pas rester fidèle à elle-même; mais depuis longtemps on sentait croître, chez les socialistes, le désir de passer à l'opposition systématique.

Il peut convenir à des politiciens de groupes de varier suivant les circonstances, et de passer d'une forme d'action à une autre, comme de la nationale à l'internationale, au gré des contingences. Les gouvernements sont liés par leurs engagements, les tournoiements des girouettes ne peuvent leur convenir.

Si la séance ne liquide pas les incidents et les conflits parlementaires récents, du moins elle apporte, en ce qui concerne la politique extérieure, un résultat et des précisions, juge M. Garapon, de l'*Echo de Paris* :

Le résultat, c'est que les tentatives en faveur d'une paix prématurée, d'une paix boiteuse, la paix que rêvent les internationalistes, ont retrouvé contre elles le bloc de tous les représentants du pays; un certain nombre de socialistes seulement ont fait défection. Les précisions sont celles que M. Ribot a ajoutées aux déclarations un peu vagues d'un précédent discours. L'essentiel est donc sauf, puisque nous gardons, sur le terrain de la guerre, nos positions de guerre.

La situation est nette maintenant, dit M. Alfred Capus dans le *Figaro*, puisque M. Ribot s'est enfin dégagé de l'influence socialiste qui commençait à faire dévier toute la politique :

A la majorité qu'il a obtenue à la Chambre; au retentissement que son discours aura dans le public, M. le Président du conseil verra qu'il est désormais impossible de revenir à une méthode qui faisait peu à peu s'engloutir le gouvernement dans le parti unifié.

De mois en mois, sous des influences diverses, — récemment sous l'influence russe, — ce parti en était arrivé à édifier une doctrine de la guerre pour lui tout seul, sans se préoccuper des autres classes de la société, qui n'auraient eu, à une heure donnée, qu'à s'incliner devant ses décisions.

Ni les antécédents du parti socialiste, ni sa force réelle, ni le talent de ses chefs ne lui conféraient ces droits exorbitants. La journée d'hier fut excellente à beaucoup de points de vue. Les conséquences nous montreront si, chez ces socialistes parvenus trop tôt au pouvoir et grisés de mots, l'orgueil n'a pas fini par entamer le patriotisme.

LA GUERRE « PERLEE »

M. Clémenceau attaque de nouveau avec vigueur les socialistes qui veulent aller « causer » à Stockholm avec les pantins du kaiser, et il écrit :

Quand l'heure sera venue de *causer*, l'empereur aura la bonté de nous le faire savoir; son chancelier est là pour cet office, comme les ministres de l'Entente pour la réponse. Jusque-là, je demande que chacun reste dans son rôle, car je craindrais fort que d'habiles gens trop experts aux manœuvres de la *grève perlée*, nous induisissent, sans y voir de mal, aux opérations d'une **guerre perlée** qui nous ferait répondre par du charabia de conférence aux obus asphyxiants de nos « frères » d'Allemagne, enclins à nous laisser toutes satisfactions d'idéologie.

Je comprends aisément qu'il soit pénible à nos socialistes de voir s'écrouler les châteaux en Suède où ils auraient figuré comme les arbitres de la paix du monde : mais il y a vraiment encore trop de distance du rêve à la réalité. Quand le socialisme international aura fait dans la paix les preuves qu'il annonce, il n'y aura plus de guerre, et j'interromprai volontiers le sommeil de la tombe pour lui rendre hommage. En ce moment, prêtez l'oreille aux rumeurs de l'Yser. La parole est au canon.

Leur Responsabilité dans les Origines de la Guerre

NOUVELLES PREUVES

Amsterdam, 3 août. — Le 7 septembre 1914, le correspondant du « Nieuwe Rotterdamsche Courant », à Berlin, envoya un article sur le conseil de la Couronne tenu à Potsdam le 5 juillet. Le journal hollandais déclarait que le conseil avait été réuni après que le gouvernement autrichien eut fourni au gouvernement allemand des preuves de la responsabilité de la Serbie dans l'attentat de Sarajevo. La thèse autrichienne était que la Serbie aurait pu empêcher l'assassinat de l'archiduc.

Le gouvernement autrichien annonçait son intention de diriger prochainement contre Belgrade une expédition militaire et demandait s'il pouvait compter sur l'aide de l'Allemagne au cas de l'intervention de la Russie. Les militaires présents au conseil de la Couronne se prononcèrent très nettement en faveur de l'initiative autrichienne. L'empereur et ses conseillers civils s'opposèrent à toute démarche pouvant entraîner la guerre, tout en reconnaissant la nécessité d'infliger, sous une forme quelconque, un châtiment à la Serbie. On résolut, à la fin de la discussion, de donner à l'Autriche l'assurance qu'elle pouvait compter sur l'aide de l'Allemagne, quelle que fût sa décision.

Le correspondant du « Nieuwe Rotterdamsche Courant » ajoutait, dans son article, que les plans de l'Autriche furent gardés secrets jusqu'au 23 juillet, date de l'envoi de l'ultimatum.

Dans le démenti publié à Berlin ces jours-ci, le gouvernement allemand déclare qu'il n'intervint pas dans la rédaction de l'ultimatum autrichien à la Serbie et qu'il en ignora le contenu précis jusqu'au moment de sa remise.

Ce démenti n'infirme pas le récit du « Nieuwe Rotterdamsche Courant ». Ce journal fait également remarquer que la lettre de son correspondant fut expédiée de Berlin le 4 septembre 1914, après avoir été approuvée par la censure. Le journal pense que la censure allemande aurait protesté si ce récit avait été reconnu faux. Toutefois, il est à remarquer que cette approbation de la censure allemande fut accordée avant la bataille de la Marne. L'Allemagne était alors sûre de la victoire prompte et se souciait peu de la question des responsabilités dans la guerre !

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

Du 2 Août (23 heures)

En BELGIQUE, les tirs de notre artillerie, dominant l'artillerie allemande dont l'activité se manifestait plus grande à l'est et au nord de BIXCHOOTE, ont empêché toute tentative d'attaque ennemie.

En CHAMPAGNE, rencontre de patrouilles au cours de laquelle nous avons fait des prisonniers.

Deux attaques à l'est de CERNY ont été arrêtées par nos feux.

Lutte réciproque d'artillerie sur la rive gauche de la Meuse.

Du 3 Août (14 heures)

Les Allemands attaquent violemment sur l'Aisne
Nous repoussons l'Ennemi, qui subit de graves pertes

Le mauvais temps persiste sur tout le front de Belgique.

A l'EST et au SUD de CERNY, après des bombardements d'une extrême violence, les Allemands ont lancé sur un front de quinze cents mètres environ de violentes attaques qui ont toutes été repoussées par nos feux.

Au cours de ces combats nous avons infligé à l'ennemi de lourdes pertes.

Lutte d'artillerie sur les REUX RIVES DE LA MEUSE, particulièrement vive dans la région d'AVOCOURT-COTE 304.

Rien à signaler sur le reste du front.

COMMUNIQUÉS ANGLAIS

Du 2 Août (21 heures)

L'ennemi a fait dans la matinée et renouvelé dans l'après-midi une série de tentatives violentes, mais infructueuses pour recouvrer le terrain perdu par lui au NORD-EST D'YPRES.

Sans se préoccuper du chiffre toujours plus élevé de leurs pertes, d'importantes formations allemandes ont attaqué à plusieurs reprises nos positions entre SAINT-JULIEN et la voie ferrée YPRES à ROULERS. Sur tous les points, les vagues d'assaut ont été brisées et dispersées par nos barrages d'artillerie ou rejetées par les feux nourris de notre infanterie.

Quelques-uns de nos détachements ont effectué la nuit dernière des coups de main sur les tranchées ennemies au nord-est de GOUZEAUCOURT et ont fait subir des pertes nombreuses aux occupants.

Du 3 Août (après-midi)

Le temps demeure pluvieux et orageux. L'ennemi a renouvelé, au début de la nuit, ses tentatives pour nous rejeter de nos positions de Infantry-Hill (EST DE MONCHY-LE-PREUX).

Après un violent bombardement préparatoire, les Allemands, attaquant sur un front d'environ 2,500 mètres, sont parvenus en deux points à prendre pied un moment dans quelques éléments de notre tranchée de première ligne.

Des contre-attaques qui nous ont valu un certain nombre de prisonniers nous ont déjà rendu une partie du terrain perdu.

L'ennemi a en outre tenté, au cours de la nuit, des coups de main sur nos tranchées au SUD-EST DE QUEANT et attaqué un de nos nouveaux postes au NORD OUEST DE WARNETON. Il a été partout rejeté.

La Chaleur entrave les Opérations en Mésopotamie

Londres, 3 août (officiel). — La chaleur intense qui a sévi depuis le milieu de juin continue. Le 20 juillet, la plus haute température, à l'ombre, à Bagdad, a été de quatre degrés et demi supérieure à la moyenne des dernières années; pour ce mois de juillet, de six degrés.

Malgré cette chaleur, la santé des troupes est très satisfaisante; on n'annonce aucune opération militaire.

Aux Etats-Unis

LE GOUVERNEMENT AMERICAIN REFUSERA DE DISCUTER UNE PAIX PREMATUREE

Washington, 3 août. — **Le gouvernement américain refusera toute discussion sur la paix tant que l'Allemagne n'aura pas été battue. On croit qu'il existe une entente secrète avec les alliés sur les conditions de paix.**

UN NOUVEL EMPRUNT DE LA LIBERTE

New-York, 3 août. — Un second emprunt de la liberté, se montant à 30 milliards de dollars, sera lancé en novembre.

LA CONSTRUCTION RAPIDE DE NAVIRES

Washington, 3 août. — L'amiral Capps a déclaré, dans une réunion d'armateurs :

« Les mérites différents du bois et de l'acier ne doivent pas nous préoccuper outre mesure; ce qui est d'une importance vitale, c'est que nous construisions rapidement. Nous ne nous arrêterons pas davantage à discuter sur les prix; ce qu'il importe de savoir maintenant et ce que nous vous demandons, c'est combien vous pouvez produire. »

L'ARMEMENT DES BATEAUX MARCHANDS AMERICAINS

New-York, 3 août. — Dans les milieux maritimes américains, on critique la méthode adoptée en Angleterre pour la défense des navires marchands. Le gouvernement américain arme chaque navire de plusieurs canons, servis par des pointeurs habiles; il en résulte que les bateaux américains, même à vitesse réduite, n'ont pu être coulés par les sous-marins.

Il faudrait pour la marine marchande anglaise un nombre considérable de pointeurs, mais c'est le seul moyen de parer à la menace sous-marine.

LA VAGUE DE CHALEUR S'ETEND

New-York, 3 août. — La vague de chaleur s'étend à travers l'est. A Chicago, il y a 15 morts; à Cleveland, 14; à Philadelphie, 10; à Baltimore, 5; à Boston, 2. Le bureau météorologique annonce que la vague de chaleur pourra continuer jusqu'à la semaine prochaine.

En Espagne

LES GREVES DE BILBAO

Madrid, 3 août. — Aucun changement n'est intervenu encore au sujet des grèves des métallurgistes; quelques ouvriers ont travaillé aujourd'hui aux hauts-fourneaux, malgré l'attitude hostile des groupes de grévistes qui stationnent aux abords des fabriques.

Dans le village de Sestao, un groupe de femmes a lapidé la maison d'une famille non gréviste; la garde civile est intervenue et a procédé à plusieurs arrestations.

La grève des chemins de fer est terminée. Les ouvriers ont repris le travail aux mêmes conditions qu'avant la grève.

L'AUTONOMIE ADMINISTRATIVE EN BISCAYE

Bilbao, 3 août. — Le président du Conseil général a adressé une circulaire aux 13 communes de la province de Biscaye, les convoquant à une réunion pour le 9 août, afin de discuter la question de l'autonomie administrative.

L'Allemagne envoie une Protestation à l'Espagne

Bâle, 2 août. — Certains journaux, comme la « Strassburger Post » et la « Frankfurter Post », avaient commencé à protester contre l'internement de l' « U-B-23 » à la Corogne, disant qu'il n'y avait pas de raisons pour que l'Espagne modifie son attitude antérieure et que l'internement serait contraire au droit des gens.

On apprend aujourd'hui de Berlin que le gouvernement allemand a adressé à l'Espagne au sujet de son décret sur l'internement des sous-marins une Note renfermant une protestation sur des arguments juridiques.

La réponse de l'Espagne n'est pas encore parvenue.

Bâle, 3 août. — La « Gazette de Cologne » dit au sujet du sous-marin interné en Espagne :

« L'Espagne rend à nos ennemis une aide contraire à la neutralité, qui est un acte inamical envers l'Allemagne. Nous n'avons pas la moindre raison de laisser surgir quelque part une seconde Grèce. Une protestation énergique s'impose. »

La Manœuvre de Michaelis
et la Presse russe

Pétrograd, 3 août. — Les déclarations de M. Michaelis ne paraissent pas avoir causé une sensation quelconque, même sur la presse révolutionnaire. Parmi les journaux modérés, la « Novolé Vremia » montre, par les contradictions, les inexactitudes flagrantes des sensationnelles révélations, combien celles-ci ne tiennent pas debout, même pour ceux qui ne sont pas au courant des détails des négociations diplomatiques.

Ce journal relève d'abord qu'il ne voit pas comment M. Paléologue pouvait recevoir le 27 décembre des instructions pour parachever un accord passé par M. Doumergue, alors que celui-ci ne vint que le 16 janvier. Quant au voyage de M. Thomas, il avait d'autant moins pour but de calmer l'émoi de M. Terestchenko que ce dernier n'était pas alors ministre des affaires étrangères, comme on le sait, au moment du voyage de M. Thomas. C'était M. Milloukoff qui détenait le portefeuille des affaires étrangères.

Le rétablissement des frontières de 1790 paraît également une revendication assez irréalisable pour qu'il ne soit pas nécessaire de la démentir; il suffit de voir les flots de Landau et de Sarrelouis en territoire allemand.

Au sujet de l'action de M. Berthelot, la « Novolé Vremia » fait remarquer que pour qui connaît les règles de la politique française, on voit mal un chef de cabinet négociant par-dessus la tête du ministre des affaires étrangères avec le Président de la République, et ce dernier se prêtant à une pareille pratique.

Le journal croit que ces soi-disant révélations n'ont d'autre but que de détourner l'attention sur les divulgations du socialiste-démocrate Haase relatives à la conférence secrète de Berlin du 5 juillet 1914.

La « Novolé Vremia » rappelle, au sujet de la revendication de l'Alsace-Lorraine, que ce n'est pas là une conquête mais le but toujours proclamé publiquement par tous les gouvernements français.

Contrairement à l'affirmation de M. Michaelis à une question posée par le Soviet à Pétrograd, sur le renoncement éventuel à l'Alsace-Lorraine, le député socialiste français Moutet répondit : « La question ainsi posée était inacceptable parce qu'elle est basée sur l'hypothèse d'une défaite. On ne peut pas, sur la base d'une hypothèse, renoncer à une décision de principe. Un principe reste immuable, même dans le cas où la violence triomphe. »

Michaelis affirme que les Boches sont invincibles

Amsterdam, 2 août — La « Gazette de Voss » annonce que le chancelier a déclaré le 31 juillet aux journalistes de Munich qu'il avait reçu un rapport selon lequel il pouvait affirmer en toute conscience que les fronts sont fermés et que les Allemands ne pouvaient pas être battus.

LA QUESTION DE LA PAIX

M. Michaelis a déclaré ensuite au sujet des possibilités de paix :

**Nous continuerons nos efforts pour arriver à la paix, mais nous ne referons pas les fautes passées. Je suis tout prêt à saisir toute occasion de conclure une paix honorable, mais les circonstances sont souvent plus fortes que les projets que nous faisons : il faut adapter notre politique aux événements

UN GRAND DÉBAT A LA CHAMBRE

Le Gouvernement interpellé sur sa politique générale

La Chambre confirme l'Ordre du Jour qui avait clos le Débat en Comité secret et vote la Confiance par 363 voix contre 61

La Séance de Jeudi

L'annonce du débat a amené au Palais-Bourbon une affluence qu'on n'avait pas vue depuis longtemps. C'est la foule jusque dans les couloirs.

M. RENAUDEL

M. Pierre Renaudel, socialiste, développe son interpellation.

Le gouvernement actuel et les gouvernements précédents ont manqué de clairvoyance et n'ont opposé à l'ennemi que des démentis. Ils se sont laissé surprendre et ont perdu de vue l'importance de notre droit. Il y a un an, ils se sont laissé surprendre non pas par les conditions de paix, mais par les conditions des négociations de paix.

M. Renaudel : Nous avons toujours dit que nous serions pour une guerre sans annexions ni conquêtes. (Applaudissements à l'extrême gauche.) Nous avons dit que ce serait sur une organisation juridique nouvelle que devrait s'établir la paix, et cela serait une défaite pour l'Allemagne.

Or, c'est bien tardivement qu'on a prononcé à cette tribune le mot société des nations. Si nous avions pris les devants, nous ne nous serions pas trouvés dans une posture inférieure en présence des propositions ennemies. Lorsque vous vous trouvez en présence d'une manœuvre, il ne faut pas que vous croyez qu'il suffit d'une séance à la Chambre pour en dissiper l'effet sur les neutres, sur certains alliés et dans votre nation elle-même. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Sur quoi porte son action ? Sur cette question de la rive gauche du Rhin, qui a produit ici certaines divisions. (Applaudissements sur les bancs socialistes. Agitation prolongée.)

M. Ribot : Il est inopportun de provoquer en ce moment un pareil débat, et sans le vouloir vous grossissez la manœuvre déjà grossière du chancelier allemand. (Vifs applaudissements répétés, huées des bancs socialistes).

M. Renaudel : Ces campagnes, le gouvernement ne les a pas inspirées; mais comme il y a d'autres nations sur lesquelles elles peuvent faire impression, il faut que le gouvernement les rejette. (Applaudissements à l'extrême gauche. Mouvement).

M. Delahaye à M. Renaudel : Danton vous enverrait à la guillotine.

M. Renaudel affirme que c'est l'ordre du jour voté sur la société des nations qui désarme le mieux l'ennemi. Il regrette qu'on n'ait pas dit au pays qu'on entrait dans cette voie indiquée par le président des Etats-Unis.

M. Ribot, Président du Conseil

Il faut à cette heure, plus que jamais, de la clarté dans la politique du gouvernement. M. Renaudel me pardonnera si je lui dis qu'il ferait bien lui-même de mettre plus de clarté dans sa politique et dans la direction qu'il essaie de donner à son parti. (Applaudissements.)

Quelle a été la politique suivie depuis trois ans ? Nous avons été victimes de l'agression la plus brutale et la plus criminelle, et ce jour-là nous sommes dit que nous devions lutter jusqu'à la victoire, car c'était une question de vie ou de mort qui était engagée dans la lutte. Il n'y a eu qu'un cri ! Tous les partis ont oublié leurs querelles et leurs dissentiments pour s'unir sur le terrain de la défense nationale. Cela a été l'honneur et la force du Parlement. (Vifs applaudissements.)

Cela a été la politique suivie depuis trois ans. Je suis entré dans le cabinet de M. Viviani, à côté de M. Guesde et de M. Sembat. Nous ne nous sommes pas demandé d'où nous venions, eux et moi. Nous avons travaillé ensemble pour la France ! (Applaudissements.) Nous avons pu, grâce à cette union, traverser ces trois années si difficiles. Personne ne croyait qu'il était possible de supporter le poids si lourd de cette guerre pendant trois ans. Nous les avons traversés, ces trois ans, le pays tout entier, ouvriers, paysans, bourgeois, n'ayant qu'une passion : la France ! (Vifs applaudissements.)

Vous l'avez eue, aussi, Monsieur Renaudel, cette passion. Personne ne discute votre patriotisme. Mais vous rendez aujourd'hui cette union bien difficile. (Exclamations à l'extrême gauche.) Si elle est rompue, ce n'est pas à nous qu'en reviendra la responsabilité. (Vifs applaudissements.)

Interrogez votre cœur, le pays vous interrogera, lui aussi. Au lieu de diminuer les causes de dissentiment entre nous, est-ce que vous ne les élargissez pas de telle façon qu'est rendue plus difficile cette collaboration indispensable ? (Applaudissements sur un grand nombre de bancs, interruptions à l'extrême gauche.)

J'en viens au point qui nous divise. **Le gouvernement pense que nous n'arriverons à une paix que nous puissions accepter que lorsque l'Allemagne en aura fait la demande.** (Salve de vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite.) **Si nous écoutions trop tôt les propositions perfides qui sont faites, appuyées des manœuvres que vous connaissez, nous livrerions ce pays** (salve d'applaudissements sur les mêmes bancs), nous manquerions à notre devoir de Français et à notre devoir de gouvernement. Qui pourrait envisager à cette heure une paix conclue avec l'Allemagne, nos territoires étant envahis ? Qui pourrait prêter l'oreille à des propositions de paix ? Qui peut vouloir qu'on s'offre à des discussions qui ne servent qu'à « énerver » la guerre ? (Salves d'applaudissements.)

Nous souhaitons la paix autant que M. Renaudel et ses amis. Nous la voulons sincère, durable et digne de ce pays. Que serait la paix aujourd'hui ? Nous consentirions à renoncer à des droits anciens ? Nous déclarerions les premiers, car c'est cela qu'on attend de nous, que nous n'avons aucun projet de réclamer quoi que ce soit, pas même l'Alsace-Lorraine ? (Salves. Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite.) Que nous nous contenterons de réparer nous-mêmes les ravages effroyables qu'a déchaînés chez nous la légion des Huns, et qu'on veuille bien laisser vivre encore, humilié et ruiné, ce peuple de France qui a dans son histoire toutes les gloires et qui est toujours digne de marcher à la tête de la civilisation ? (Salves d'applaudissements.) Et qui serait la France, atteinte dans ses moyens de production, ayant à côté d'elle le bloc des empires centraux, qui seraient vraiment maîtres du monde ? (Salves d'applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

A la Belgique, on ferait l'aumône de reconnaître son indépendance, et de quelle indépendance jouirait-elle le jour où la France n'existerait plus ? Elle serait la vassale de l'Allemagne.

Des applaudissements éclatent à gauche, au centre et à droite, auxquels ripostent de vives interruptions sur les bancs socialistes.

M. Brizon : C'est un mensonge ! (Bruit prolongé, tumulte.)

M. Deschanel : Je vous rappelle à l'ordre. (Applaudissements à gauche et à droite.)

Le président du conseil : Et que seraient tous ces peuples ? (Vives interruptions à l'extrême gauche ; bruit prolongé.)

M. Deschanel : Je vous prie, Monsieur Brizon, de vous dompter vous-même et de laisser le droit de tous les orateurs s'exercer librement. Ne continuez pas. (Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs ; bruit à l'extrême gauche.)

M. Ribot : Quel serait le sort de tous ces peuples dont nous avons pris la défense et que nous abandonnerions honteusement ? **Cette paix n'est pas possible. Il n'y faut pas songer. Ce qui nous sépare, c'est que nous croyons qu'il faut moins discuter les conditions de paix qu'étudier les meilleurs moyens de vaincre.** (Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

M. Renaudel a trop de confiance dans les conciliabules, les pourparlers et les conférences ; il croit qu'on peut avancer ainsi l'heure de la paix. Je n'ai pas cette illusion. M. Renaudel lui-même, il y a quelques mois, était de cet avis. Il ne pensait pas qu'on pût aller à Stockholm ; il disait : « Le parti socialiste n'ira pas à Stockholm avec les Allemands pendant que la terre française est encore occupée. » (Vifs applaudissements.)

M. Mistral, socialiste : Nous irons malgré vous ! (Applaudissements à l'extrême gauche. Vive interruption sur divers bancs.)

Le Président du conseil : M. Renaudel a dit ensuite : « Si nous allions au congrès pour y rencontrer les Allemands, ce serait pour les mettre en accusation. » (Applaudissements.) Et puis on demandait des garanties. Je comprenais cette politique : c'était le moyen de retarder la conférence. Il est clair que les Allemands qui ont pris le mot d'ordre ne sont pas allés à Stockholm sans avoir passé au ministère des affaires étrangères, où ils ont rencontré le kaiser et échangé avec lui des propos amicaux. (Très bien ! Très bien !) Ils apportèrent là la manœuvre allemande. Aujourd'hui, où sont ces garanties ? Si je lis le communiqué de la commission administrative du parti socialiste, je ne le trouve pas. Vous inquiétez, Monsieur Renaudel, vos propres amis. Nous avons vu ce matin une lettre... (Interruptions prolongées à l'extrême-gauche ; applaudissements à gauche, au centre et à droite ; tumulte.)

M. Compère-Morel : Nous avons signé une motion déclarant que nous n'entrerions en relations avec les Allemands que si l'on discutait les origines et les responsabilités de la guerre. (Applaudissements à gauche, au centre et à droite.) Nous restons fidèles à ce que nous avons dit depuis trois ans : nous ne voulons pas discuter avec des hommes comme Scheidemann (nouveaux applaudissements), comme Sudekum, qui, il y a quinze jours encore, sont allés s'entretenir avec le kaiser. Nous ne voulons pas mettre notre main dans la leur. (Applaudissements.)

M. Ribot : M. Renaudel me dit : « Vous êtes d'accord avec nous sur la Société des nations ; cela ne suffit-il pas ? Cela ne vous protège-t-il pas contre tous les périls ? » Et ce matin même il ajoute dans son journal : « Que pouvons-nous craindre ? N'avons-nous pas le droit pour nous ? »

Messieurs, qu'est le droit sans la force ? Le jour où nous aurons organisé la force internationale contre les nations de proie, ce jour-là nous aurons obtenu quelque chose. Mais croyez-vous que ceci peut résulter de télégrammes échangés avec l'illustre président des Etats-Unis ou des travaux de la commission que présidera M. Léon Bourgeois ?

Oui, je suis d'accord avec vous sur la Société des nations, mais il y a une condition primordiale, c'est que nous ayons d'abord brisé la force qui rendrait vaine et peut-être ridicule cette institution. (Salve d'applaudissements au centre, à droite et à gauche.)

Messieurs, l'Allemagne et l'Autriche nous disent : « C'est nous qui la voulons, la Société des nations ! C'est nous qui le voulons le tribunal international ! » Oui, ils les veulent, quittes demain à les abandonner. Quitte demain à en déchirer la charte, comme ils ont déchiré le traité qui empêchait l'invasion de la Belgique. (Vifs applaudissements.) Et vous voudriez que nous nous contentions de paroles déclarations, qui de la part de l'Allemagne ne constituent qu'une hypocrisie de plus !

M. Balfour disait hier, aux applaudissements répétés de la Chambre des communes : « La seule paix durable est celle qui résultera de l'une ou l'autre de ces deux conditions : ou l'Allemagne devient un pays libre et démocratique — et cela dépend d'elle — ou nous avons brisé sa puissance. » Cela, c'est de la réalité, de la politique, ce n'est pas du rêve, de la théorie ! Je suis, je le répète, partisan comme vous de la Société des nations, mais j'ajoute que si je n'avais que cette frêle protection, je considérerais que nous serions en grand péril. (Vifs applaudissements.)

Quel est maintenant le devoir du gouvernement ? C'est d'avertir et de rappeler au besoin, comme le faisait hier M. Lloyd George, que : **ce n'est pas à un parti politique, mais au gouvernement seul, expression de la souveraineté nationale, qu'il appartient de discuter et de dicter les conditions de la paix.** (Vifs applaudissements.)

Le gouvernement ? Il pense aujourd'hui ce qu'il pensait hier. Vous dites : « Alors c'est la guerre qu'va continuer ? » Eh bien, oui, et on peut le dire à ce pays sans crainte, surtout quand on suit cette grande bataille des Flandres, où nous pouvons puiser tant de motifs de confiance et d'espérance, à condition de ne pas nous diviser, de ne pas provoquer ici des discussions qui ne serviraient que nos ennemis ! (Vifs applaudissements.) **L'heure de la paix n'est pas venue, il ne faut pas faciliter encore la manœuvre qui s'est esquissée contre nous.**

De bons Français ont cru pouvoir librement discuter la question de la rive gauche du Rhin. Je ne laisserai pas dire par le gouvernement allemand que nous songions à faire des annexions par la force, à porter une main violente sur des populations contre leur gré ; cela ce n'est pas la manière française. M. de Bismarck a pu le faire pour le malheur de son pays et du monde ; il a acheté sa gloire éphémère au prix de l'incendie de l'Europe, au prix des torrents de sang dont est inondée sa tombe...

M. Marcel Cachin : Précisez, dites nettement qu'il ne reste rien des tractations échangées avec la Russie il y a quelques mois, au temps du tsarisme. (Applaudissements à l'extrême-gauche ; mouvements divers.)

M. Ribot : Je me suis expliqué là-dessus au comité secret de juin ; mes paroles d'alors ne sont pas oubliées et je n'ai aucune raison de faire maintenant ce que vous me demandez. Une pareille discussion ne peut faire en ce moment aucun bien à mon pays.

M. Marius Moutet : Vous assurez la manœuvre de Michaelis.

M. Ribot : Ce que j'ai dit suffit, mais il y a d'ailleurs encore quelque chose de plus que les paroles d'un ministre des affaires étrangères, il y a le vote que vous avez émis vous-mêmes, cet ordre du jour où vous avez dit : « Nous demandons la restitution de l'Alsace-Lorraine, non comme une annexion, mais comme simple réparation du droit. » Vous n'avez ajouté aucune condition, aucune formalité à cette restitution du droit. (Applaudissements.) Et vous avez dit que vous vouliez des garanties de paix durables et que vous entendiez abattre le militarisme prussien. (Applaudissements.)

Cet ordre du jour, vous l'avez accepté et voté, Monsieur Renaudel, après des débats où l'unanimité des cœurs était plus forte qu'aujourd'hui. Regrettez-vous votre vote ?

M. Renaudel : Non. Mais vous, vous regrettez votre position sur la Société des nations.

M. le Président du Conseil : Ce que je demande à la Chambre, c'est de confirmer et de renouveler son vote et de dire nettement si elle a confiance dans le gouvernement. (Applaudissements.) Nous ne pouvons pas accepter les responsabilités énormes qui nous incombent sans être sûrs d'être soutenus par le Parlement. **Il ne s'agit pas d'une question d'amour-propre à propos du nombre de voix obtenu sur un ordre du jour, mais il s'agit de savoir s'il y a entre nous un dissentiment profond et durable.**

Dites-le franchement. Pour ma part, je ne pense pas avoir le droit de déserter mon poste ; je le garderai tant que vous voudrez que j'y demeure, j'y resterai jusqu'à la limite de mes forces, pour la défense nationale, pour le salut de notre chère France. (Salve d'applaudissements à gauche, au centre et à droite ; félicitations.)

M. PUGLIESI-CONTI

M. Pugliesi-Conti, député nationaliste de Paris, monte à la tribune. La salle se vide.

M. Pugliesi-Conti parle du péril internationaliste. Ce n'est pas parce que les socialistes sont imbus des doctrines du Prussien Karl Marx qu'ils ont droit à la tolérance. Pourquoi tolérer ces scandales de Zimmerwald et de Kienthal ?

Pendant la guerre, dit M. Pugliesi, M. Renaudel est allé à Berne s'entretenir avec les Allemands Kautski et Bernstein, et c'est au retour qu'il nous a, pour la première fois, parlé de la paix.

M. Pugliesi-Conti demande la répression légale de ces actes, qui à l'état de simple tentative risquent de provoquer des conséquences funestes. Ils donnent aux esprits l'idée qu'on pourrait négocier au lieu de combattre.

Le président du conseil a pris l'engagement de réprimer cette propagande. Quelles sont ses intentions ? Va-t-il barrer la route à ceux qui, inconsciemment, font le jeu de l'ennemi ? (Applaudissements à droite et au centre).

M. Raffin-Dugens succède à M. Pugliesi-Conti.

Il se glorifie d'avoir été à Kienthal discuter avec des socialistes allemands.

Le socialiste **Compère-Morel** a une prostestation des minoritaires allemands, accusant Scheideman et les délégués à Stockholm d'être les mouchards du gouvernement allemand auquel ils eussent fait connaître tout ce qui se serait dit au Congrès.

Cette déclaration est applaudie à tout rompre par toute la salle, sauf une partie des socialistes.

Les Ordres du Jour

La Chambre est en présence de trois ordres du jour :

Le premier, de **MM. Klotz, J.-L. Dumesnil, Léon Bérard**, est ainsi libellé : « La Chambre, confirmant son ordre du jour du 5 juin et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour. »

Le deuxième, de **M. Pugliesi-Conti**, invitant le gouvernement à réprimer les menées internationales.

M. Renaudel félicite le président du conseil de sa brillante opération politique, qui rétablit une situation compromise il y a deux jours. M. Lloyd George s'y est pris autrement. Vous avez annoncé une dépêche à M. Wilson pour la Société des nations. L'avez-vous envoyée, ou l'enverrez-vous ?

M. Ribot : Je l'ai envoyée à notre ambassadeur.

Après une intervention du socialiste pacifiste **Moutet**, le président du conseil réplique.

M. Ribot : Je ne veux pas laisser d'équivoque. L'ordre du jour du 5 juin a été voté par la plus grosse majorité de cette Chambre. J'y fais encore appel. M. Moutet pense que cela peut avoir de l'influence sur la Russie. Personne plus que nous n'a de sympathie pour la Russie, ses dirigeants et ses chefs, qui font si courageusement face à d'effroyables difficultés. Ne faites pas croire que nous nous séparons des masses démocratiques. Votez avec nous.

Le président annonce un nouvel ordre du jour demandant au gouvernement de déclarer nuls et non avenus les traités passés avec le tsarisme. (Exclamations.) signé de **MM. Mayeras** et **Deguise**, socialistes.

LE VOTE

Le président consulte la Chambre sur la priorité en faveur de l'ordre du jour de confiance de **M. Klotz.**

La priorité en faveur de l'ordre du jour de M. Klotz **est votée par 395 voix contre 70.**

L'ordre du jour de confiance Klotz est adopté au fond **par 363 voix contre 61.** Cet ordre du jour confirme l'ordre du jour du 5 juin.

La Chambre décide de se réunir encore demain.

AU SÉNAT

Paris, 2 août. — Au début de la séance, M. Dubost a prononcé l'éloge funèbre de M. Pic-Paris, sénateur d'Indre-et-Loire, et celui de M. Pierre Baudin, sénateur de l'Ain.

Le Sénat adopte le projet autorisant les avances aux gouvernements alliés ou amis ; adopte aussi le projet relatif aux conditions d'admission anticipée au cadre de réserve et aux conditions de mise à la retraite d'office des officiers des différents corps de la marine.

Il adopte de même le projet concernant le jugement par le Conseil d'Etat des recours contentieux en matière de pensions et le projet portant modification à la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

DÉMISSIONS des Ministres de la Marine et du Blocus

Paris, 2 août. — Au cours d'un entretien qu'il a eu dans la matinée avec M. Ribot, l'amiral Lacaze, ministre de la marine, a remis sa démission au président du conseil, sans attendre le débat qui doit avoir lieu demain sur les pouvoirs d'enquête à donner à la commission de la marine de guerre.

On se souvient que la commission a adopté, vendredi dernier, à l'unanimité, une résolution dans laquelle elle décidait de demander à la Chambre les pouvoirs d'enquête sur toutes les opérations maritimes poursuivies jusqu'à ce jour, notamment sur la conduite de la guerre maritime en août 1914 et sur la participation de la marine aux événements de Grèce en 1916.

L'amiral Lacaze était entré le 29 octobre 1915 dans le cabinet de M. Aristide Briand avec le portefeuille de la marine. Il conservera celui-ci dans le cabinet formé par M. Ribot le 17 mars dernier.

Paris, 2 août, 8 h. 40 soir. — **M. Denys Cochin, sous-secrétaire d'Etat du blocus, a donné sa démission.**

Les Exploits aériens

de ces dix derniers jours

Paris, 2 août (officiel). — Du 27 au 31 juillet, vingt avions et deux drachen ennemis ont été abattus. En outre, et dans la même période, vingt et un avions ennemis ont été sérieusement touchés et sont descendus dans leurs lignes.

Le lieutenant Marcel Hugues a descendu cinq appareils allemands jusqu'à ce jour.

Dans la même dizaine, nos escadrilles ont effectué de nombreuses sorties et bombardé notamment les gares de Roulers, Metz, Thionville, Montmédy, Béthenville ; les usines d'Hagondange, d'Houlhulst et de Spincourt ; de la vallée de la Suippe, des dépôts de munitions de la région de Laon, etc.

Quarante et un mille kilos de projectiles environ ont été jetés au cours de ces expéditions, qui ont causé d'importants dégâts aux établissements militaires ennemis.

L'Effort américain

LE PROGRAMME DES TRAVAUX AMERICAINS EN FRANCE

Washington, 2 août. — Le conseil du génie a envoyé hier au ministère de la guerre américain le devis des dépenses pour les travaux à exécuter en France.

Pour la première année, les Etats-Unis dépenseront près d'un milliard de francs, et des sommes plus fortes les années suivantes, si la guerre continue.

LE SENAT AMERICAIN SUPPRIME L'ALCOOL

Washington, 2 août. — **Le Sénat a voté, par 65 voix contre 20, un amendement décrétant la suppression de l'alcool dans tous les Etats-Unis.**

Communiqué russe

L'Offensive ennemie s'accentue

Pétrograd, 2 août.

FRONT OCCIDENTAL : Au nord-ouest d'HOTINE, entre la ZBRUCZ et le DNIESTER, nos armées ont évacué leurs positions.

Entre le DNIESTER et le PRUTH, l'ennemi a développé son offensive, concentrant le plus gros de ses forces le long de la rive du DNIESTER, que nous occupons.

Le 19 au soir (1er août), l'ennemi s'est emparé de PEREBIJKOVOE, TCHORNI, POTOK, BOROCHOVCE, DOBRINOVCE et KNORNIK. Nos armées ont reculé vers l'Est.

Sur les CARPATHES, l'ennemi a refoulé nos armées à l'ouest de la PUTNA.

Dans la région de ROUSSMOLDAWICZ, nos armées ont repoussé les attaques des Autrichiens, et, passant à l'offensive, ont fait prisonniers 2 officiers et 152 hommes. Elles se sont emparées, en outre, de 8 lance-bombes.

FRONT ROUMAIN : Dans la région de LAMUNTELLI, l'ennemi a refoulé nos armées légèrement vers l'est.

FRONT DE LA BALTIQUE : Le 18 juillet (31 juillet), les appareils ennemis ont jeté des bombes sur différents points de la côte et sur les îles du golfe de RIGA. 20 bombes ont été lancées sans résultat. Les avions ennemis poussèrent jusqu'à KUJVASTA, où ils furent dispersés par le feu de notre artillerie.

Une de nos escadrilles, composée de 24 appareils, sous la direction du lieutenant-colonel Konovaloff, a survolé la station de VOIGANE (sur la ligne de LIDA à MOLODECENSK) et lancé plus de 60 bombes.

Nouveau Changement dans le haut Commandement

Pétrograd, 1er août. — **Le général Broussiloff est mis à la disposition du gouvernement provisoire. Le général Korniloff est nommé commandant en chef des armées. Il est remplacé au front sud-ouest par le général Tcheremissoff.**

Pétrograd, 2 août. — Le général des cosaques Vassilkovski a été nommé commandant des troupes de la circonscription militaire de Pétrograd, en remplacement du général Polovtzof, qui a reçu une nomination dans l'armée des opérations.

BORDEAUX

Il y a un an

4 AOUT 1916

Nous reprenons l'ouvrage de Thiaumont.

A l'occasion de l'entrée en guerre de l'Angleterre aux côtés des alliés, le roi Georges affirme sa « résolution inébranlable de poursuivre la guerre jusqu'à ce que leurs efforts combinés les aient conduits au but pour l'obtention duquel ils ont pris ensemble les armes ».

Légion d'Honneur

Parmi les nominations de chevalier de la Légion d'honneur faites par le ministre de la guerre, à l'occasion du 14 Juillet, nous sommes heureux de relever celle de notre ami le docteur Grimard, ainsi libellée :

« Ernest Grimard, médecin-major de 2e classe (territorial) à une ambulance ; médecin d'une haute valeur morale et professionnelle. S'est fait apprécier comme chirurgien dans toutes les situations qu'il a occupées depuis la mobilisation. Envoyé aux armées sur sa demande, sert dans une ambulance, où il rend les plus grands services. »

Le docteur Grimard, établi à Gauriac (Gironde), où il est entouré de la sympathie de tous, avait pris une part importante, au début de la guerre, à l'organisation de l'hôpital de Blaye, où étaient réunis les prisonniers boches. Il passa de là à Sainte-Foy, puis à Aire-sur-l'Adour et à Mont-de-Marsan en qualité de chirurgien, avant d'être envoyé au front sur sa demande.

La « haute valeur morale et professionnelle » du docteur Grimard était bien connue de tous ses confrères, de ses amis et de ses malades. Dans les conditions où elle a eu l'occasion de s'exercer depuis la guerre, elle reçoit une consécration bien méritée. Le nouveau légionnaire, dont nous connaissons la modestie, nous permettra cependant de lui adresser ici, au nom de tous ceux qui l'ont approché et l'apprécient, nos bien affectueuses félicitations.

Ecole primaire supérieure de Jeunes Filles et Cours complémentaires

Voici la liste, par ordre de mérite, des candidates admissibles :

Liste générale

Ardoin, Nadal, Desprets, Bisser, Harcot, Pradeau, Amouroux, Bordenave, Dantang, Miquel, Debans, Thibaut, Pourrère, Beyrière, Marthe Samson, Bicharette, Espagnet, Abadie, Lavaissière, Gardère, Camouilly, Castéret, Himond, Frèche, Labourdette, Renée Bordé, Daney, Bourton, Baudet, Belloc, Laporte-Gachet, Souillé, Anna Pelivier, Berthomieux, Videau, Tembourry, Battu, Marguerite Rattier, Geneviève Bulet, Galey, Germaine Garcia, Rebouleau, Lagravelle, Marie-Jeanne Lauthé, Monteuiller, Itey, Michel, Henriette Samson, Magne, Cameuille, Aris-Brosou, Delmas, Anouilh, Bonnemaison, Milhet, Delcombel, Tarraube, Marthe Bulet, Rabier, Loy, Bertrand, Joséphine Rivière, Renée Dufourg, Lacassagne, Danadai, Fernande Lasserre, Causséque, Romainville, Verdème, Frances, Augier, Levendecker, Dubois, Casimir, Albert, Berthe Ferran, Audit, Loscural, Dominjnie, Blanche Laulhé, Perpère, Labrousse, Barrière, Lapeyre, Lachaud, Casalès, Garez, Bergeroo, Dupouy, Benaise, Toulouse, Marrot, Cellier Retoré, Double, Lhospice, Peyroutet, Joyaux, Pascal, Razac, Arnoux, Debetat, Laujac, Hoursiangou, Dutoya, Roche, Grenaud, Caprais, Leblanc, Desblache, Desserre, Guillard, Renée Fabre, Luçon-Champol, Simone Bélivier, Marcel, Dumartin, Brienne, Darizcuren, Pouey, Raymonde Castagnet, Besombe, Despagne, Rozier, Lanta, Frère, Bonnet, Baublon, Courrèges, Garmendia, Picot, Nebout, Nouali, Delrieu, Lauqué, Naurells, Augusta Izaac, Ruppé, Vieu, Champagne, Dillaire, Pussacq, Vrillaud, Duvignacq, Colombier, Bardy, Beurton, Rogalle, Mian, Gillet, Lasalle, Colonne, Lasale, Ferrère, Herger, Maury, Marthe Fabre, Cazenauve, Carrié, Bargues, Charazac, Mora, Largos, Marie Izaac, Lacouture, Naud, Lening, Madeleine Castagnet.

Liste supplémentaire

Artasona, Laborde, Chaignon, Denise Gros, Planté, Burgain, Descoubes, Delfau, Lafont, Sautet, Coumel, Besse, Alessandrin, Peyraud, Besson, Teillat, Catherine Castagnet, Blanche Ferrand, Barbaut, Dubreuilh, Baché, Broc, Lavaud, Boissier, Micoleau, Mais, Tauzin, Pigué, Bataillev.

Candidates étrangères à Bordeaux

Gautreau, Martin, Mahet, Boisseau, Blanquié, Maurel, Lucie Mano, Verdon, Carrot, Henriette Cazenave, Darribet, Lecolle.

L'appel des candidates aura lieu le samedi 29 septembre 1917, à 14 heures, au siège de l'école, 10, rue de Cheverus.

L'Indemnité de Vie chère dans la Papeterie

En présence de M. le secrétaire général, délégué de M. le Préfet de la Gironde, les ouvriers et patrons papetiers, papetières et margeuses ont décidé qu'une augmentation de vie chère de 1 fr. par jour serait donnée à tout le personnel syndiqué et non syndiqué.

Cette augmentation sera payée à partir du 1er août 1917, en tenant compte des augmentations déjà accordées à partir du 17 juin 1916 et à partir du salaire de 2 fr. par jour.

Il résulte de ces indications qu'une ouvrière qui touchait le 17 juin 1916 : 2 fr. par jour devra recevoir actuellement 3 fr. par jour ; 2 fr. 25 par jour devra recevoir actuellement 3 fr. 25 par jour ; 2 fr. 50 par jour devra recevoir actuellement 3 fr. 50 par jour ; 2 fr. 75 par jour devra recevoir actuellement 3 fr. 75 par jour ; 3 fr. par jour devra recevoir actuellement 4 fr. par jour.

Les délégués des patrons : DELMAS, PECH, OLIVEAU.

Les délégués des ouvriers : PAUL (Maurice), BARDY (Maurice), Mme DARRIBÈRE.

Le Secrétaire général de la Préfecture,
PETISNE.

Le Nouveau Service des Tramways

La Compagnie des tramways électriques et omnibus de Bordeaux nous communique l'avis suivant :

« Les modifications de service annoncées seront réalisées, savoir :

» Dimanche 5 août : lignes n. 11 (Camille-Godard) ; n. 12 (boulevard Jean-Jacques-Bosc) ; n. 13 (Belleville), et prolongement du service jusqu'à 21 heures sur les lignes à caniveau :

» Jeudi 9 août : lignes n. 1 b (Brienne) ; n. 10 (cours du Médoc), et prolongement du service jusqu'à 21 heures de la ligne n. 2 a (Queyries) et n. 14. »

Vente de Beurre et d'Œufs

Le maire de Bordeaux informe la population bordelaise qu'il a chargé M. Lamothe, facteur municipal, tribune n. 2, aux halles des Capucins, de mettre en vente une certaine quantité de beurre, bonne qualité, et d'œufs de Bretagne.

Le beurre sera vendu à raison de 0 fr. 70 le quart et de 2 fr. 70 le demi-kilo. Les œufs seront vendus à raison de 2 fr. 25 la douzaine.

Consulado de Espana en Burdeos

Los mozos españoles de 18 à 22 años, nacidos en Francia de padres españoles, son invitados a presentarse urgentemente al consulado en Burdeos o a los viceconsulados en Rochefort y La Rochela, para enterarse de las formalidades que tienen que cumplir con motivo de la reciente ley sobre el servicio militar en Francia.

Ecole de Vierzon

Les jeunes René Frèche et Jean Martinet, élèves du cours supérieur de Pessac, ont été déclarés admissibles à l'école nationale professionnelle de Vierzon.

N'oubliez pas d'envoyer à nos soldats de l'alcool de menthe de RICQLES ; ce produit hygiénique leur rend, en toute saison, les plus grands services. Exiger du RICQLES.

PETITE CHRONIQUE

Les sacs à main. — Une femme de chambre d'un hôtel de Bordeaux, Mlle Lubet regagnait son domicile, 78, rue Frère, jeudi soir vers onze heures.

Au moment où elle passait à l'angle des rues Montgolfier et Saint-Maur, deux jeunes gens inconnus, âgés de quinze ans environ, lui arrachèrent des mains son sac, renfermant une somme de soixante-dix francs et des clés et prirent la fuite.

On a volé : Deux billets de vingt francs dans l'armoire et au préjudice de M. Cassagne, employé de commerce, 18, rue des Bahutiers.

— Trois sacs de café vert, valeur cinq cents francs, pendant la nuit de mercredi à jeudi, dans l'arrière-magasin de l'épicerie tenue par Mme Minvielle, 44, quai de Paludate.

A l'hôpital. — Mlle Angèle Guichard, vingt-huit ans, journalière, s'est grièvement brûlée, jeudi soir, vers dix heures, sur diverses parties du corps. Elle a été transportée et admise à l'hôpital Saint-André.

Acte de probité. — Mardi matin, le jeune François Ilbert, qui se rendait à l'école de la rue du Palais-de-Justice, a trouvé, dans la rue, une coupure de cinq francs, qu'il a aussitôt remise à son possesseur. Ce dernier a félicité l'enfant pour cet acte de probité.

CONSEIL DE GUERRE (18e Région)

Présidence de M. le colonel BONNEFOY

Dans sa séance de jeudi, le conseil a condamné à **un an de prison** le tirailleur sénégalais Tabagor Alfari, qui a gifflé son caporal.

— A **trois mois de prison**, un artilleur qui, à Tarbes, étant en état d'ivresse, a bousculé les agents de police.

— A **deux ans de prison** avec sursis un soldat d'infanterie qui a fracturé la caisse d'un de ses camarades et y a pris un portefeuille contenant 36 fr.

SPECTACLES

SOIREE DU VENDREDI 3 AOUT

BOUFFES CASINO D'ETE. — A 8 h. 15 : « Toujours à Ciel ouvert ! » (revue), avec Mayol et Augé.

ALHAMBRA JARDIN D'ETE. — A 8 h. 15 : « C'est affolant ! » (revue), avec Dutard, dans « le Midinin » et Darius M...

THEATRE-FRANÇAIS. — A 8 h. 30 : Cinéma.

Les Sports à Bordeaux

BOXE

LE GALA DES MUTILES DE GUERRE. — A la suite de la récente victoire d'Albert Lurie sur Campagne, le fameux cogneur belge Jules Lenaers, champion de Belgique, toutes catégories, avait manifesté l'ardent désir de rencontrer notre champion national. On pourrait trouver cette prétention plutôt téméraire si on ne connaissait les extraordinaires qualités du vaillant Lenaers. Le Belge a prouvé que les meilleurs doivent compter avec lui. Aussi, devant l'impossibilité absolue d'organiser — pour les raisons que l'on sait — le match Lurie-Mac Kloskey, les organisateurs du gala de l'Œuvre des mutilés ont-ils comblé les vœux du Belge. Et c'est ainsi que Lurie mettra les gants, dimanche après-midi, dans la salle du Skating, rue Cappdeville, devant Lenaers, un des héros de la campagne victorieuse du Congo allemand. Si nous conservons l'espoir de voir Lurie triompher de nouveau, il ne faut pas se dissimuler que sa victoire ne sera pas aussi facile qu'on pourrait le croire. Location, banque Molina.

TRIBUNE DU TRAVAIL

FEDERATION MEDICALE ET PHARMACEUTIQUE OUVRIERE DE LA BOURSE DU TRAVAIL. — Dimanches matin 5 et 12 août, de 10 heures 30 à 11 heures 30, paiement des cotisations. Les membres en retard sont priés de bien vouloir se mettre à jour, par application des articles 20 et 21 des statuts.

OUVRIERS DU BATIMENT. — Réunion du bâtiment pour les ouvriers travaillant dans les usines de guerre, le dimanche matin 5 août, à la Bourse du travail, 42, rue de Lalande, à dix heures. Questions importantes.

SYNDICAT DES COMMIS ET COMPTABLES DES DEUX SEXES DE LA GIRONDE. — Réunion du Conseil syndical dimanche 5 août, à dix heures, au siège, 13, place Puy-Paulin. — Ordre du jour : Compte rendu de la délégation auprès des Magasins généraux ; moyens à employer pour l'application du contrat du 9 juin ; mesures à prendre pour l'amélioration des salaires ; nomination de commission d'étude ; questions diverses.

LA CHAMBRE SYNDICALE DES OUVRIERS SERRURIERS, FERRONNIERS ET SIMILAIRES invite ses adhérents à assister à la réunion générale des ouvriers du bâtiment réunis, qui aura lieu à la Bourse du travail, rue de Lalande, 42, le dimanche 5 août, à dix heures du matin. Ordre du jour : Le tarif des salaires ; son application.

ASSOCIATION MUTUELLE DES FAMILLES DE PRISONNIERS DE GUERRE OU DISPARUS. — Assemblée générale dimanche matin 5 août, à dix heures, dans la salle de théâtre de l'Apollo.

Le Directeur : **M. GOUNOUILHOU**
Le Gérant **G. BOUCHON**
Imprimerie GOUNOUILHOU
Rue Guiraude, 11, Bordeaux

ÉTAT CIVIL

DECES du 2 août.

Amélia Pélaez, 4 ans, rue Régnier, 14.
Antoine Farmer, 50 ans, r. de la Rousselle, 5a.
Maurice Ticoulat, 57 ans, rue Bense, 26.
François Bardet, 77 ans, rue Despujols, 16.

Décès militaire :
Lé Van Thue, 28 ans, travailleur colonial, à la poudrerie de Bassens.

Economisez en faisant teindre et nettoyer à la Teinturerie ROUCHON. — Téléph. 15-10

**CONV